

Stock/Flux

## La pertinence du ratio dette publique/PIB

La richesse nationale créée servant d'assiette aux prélèvements obligatoires est un bon indicateur de la capacité d'un pays à rembourser sa dette



Il est usuel de rapporter la dette publique au produit intérieur brut (le PIB), mais cet usage est parfois critiqué au motif que ces deux grandeurs ne seraient pas comparables, notamment parce que la dette est un stock et le PIB un flux (c'est la somme des valeurs ajoutées par les acteurs économiques pendant l'année ou la somme de leurs revenus).

### Rapprocher un flux et un stock

Il est toutefois légitime et fréquent de rapprocher un flux et un stock, notamment en analyse financière. Par exemple, un taux d'intérêt ou un taux de rentabilité rapportent un flux (une charge d'intérêts ou un bénéfice pendant une certaine période) à un stock (un encours de dette ou la valeur d'un actif à une date donnée).

“La capacité d'un État à lever des impôts, et éventuellement à les augmenter, en les prélevant sur le PIB est la meilleure assurance pour ses créanciers de voir leurs créances être remboursées comme prévu”

Il est pertinent de rapporter la dette publique au PIB parce que celui-ci est une mesure, certes approximative, de l'assiette sur laquelle sont levés les prélèvements obligatoires. Les

impôts et cotisations sociales sont en effet surtout prélevés sur la masse salariale, les revenus, la consommation... qui sont soit des composantes du PIB (comme la masse salariale), soit des formes d'emploi de la valeur ajoutée mesurée par le PIB (comme la consommation). En moyenne sur plusieurs années et à législation inchangée, le taux de croissance du produit des prélèvements obligatoires est d'ailleurs égal à celui du PIB. Or la capacité d'un État à lever des impôts, et éventuellement à les augmenter, en les prélevant sur le PIB est la meilleure assurance pour ses créanciers de voir leurs créances être remboursées comme prévu.

Le PIB permet ainsi de comparer les dettes publiques d'un pays à l'autre (et dans le temps pour un même pays) en tenant compte du fait que les pays n'ont pas la même capacité, mesurée par le PIB, à lever des prélèvements obligatoires pour rembourser un certain montant de dette (ou qu'un pays donné n'avait pas la même capacité dans le passé).

### **La prise en compte parfois trompeuse de la charge d'intérêts**

Le PIB n'est pas pour autant le seul étalon intéressant pour apprécier et comparer l'importance de la dette publique. Celle-ci peut, par exemple, être rapprochée d'un autre stock, le montant des actifs (financiers et/ou non financiers) détenus par les administrations publiques. Ces actifs ne sont toutefois pas toujours cessibles pour rembourser la dette, et la qualité de leur recensement et de leur valorisation est inégale d'un pays à l'autre.

■ "La dette publique peut, être rapprochée d'un autre stock, le montant des actifs (financiers et/ou non financiers) détenus par les administrations publiques"

Il est également possible de comparer les flux que sont, d'une part, la charge d'intérêts de la dette et, d'autre part, le PIB ou le total des prélèvements obligatoires. Cependant, la charge d'intérêts peut être temporairement minorée par des différés de paiement ou par des intérêts sur des emprunts émis dans le passé à des taux plus faibles que les taux des nouveaux emprunts. Elle peut donc être un indicateur trompeur.

Si le rapport de la dette publique au PIB est un critère pertinent, il doit être complété par d'autres indicateurs, qui ont chacun leurs avantages et inconvénients, pour apprécier la situation des finances publiques.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

### **A lire également**

[Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 01/06/2021

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /